

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2025

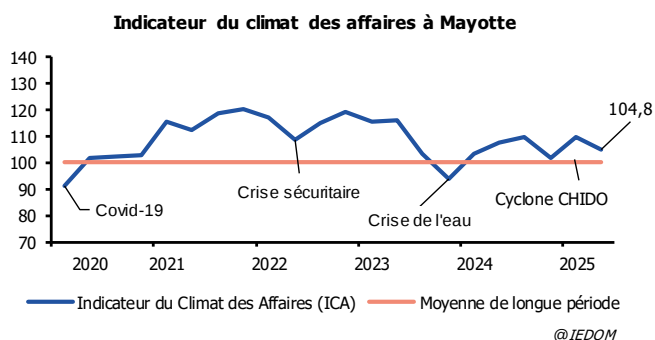
L'ICA accuse au second trimestre un repli de 5,1 points, et se positionne à 104,8. La reconstruction attendue suite au passage du cyclone Chido tarde à se concrétiser, affectant la confiance des chefs d'entreprises. A cette morosité s'ajoute une situation préoccupante en matière de trésorerie.

L'inflation se positionne à 1,1 % et se rapproche du niveau observé au national.

Après un léger rebond au trimestre dernier, la consommation des ménages est en baisse au deuxième trimestre.

Un environnement incertain qui pèse sur le moral des chefs d'entreprises

L'ICA affecté par la fragilité des niveaux de trésorerie



Après une hausse de l'ICA, soutenue par des prévisions d'activité et d'investissement favorables en début d'année, le climat des affaires semble atone. Si l'indicateur du climat des affaires continue de se positionner au-dessus de sa moyenne de longue période, il recule néanmoins de 5,1 points pour s'établir à 104,8.

L'activité de ce deuxième trimestre est en baisse. La dégradation des niveaux de trésorerie affecte particulièrement la confiance des chefs d'entreprises.

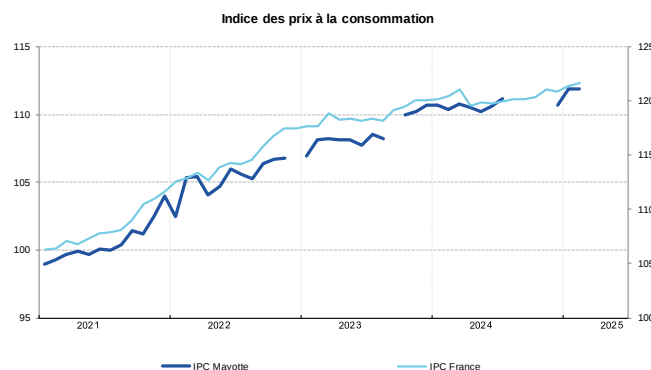
L'activité est soutenue par les nécessaires travaux d'urgence, qui occasionnent le lancement de nombreux marchés publics depuis le début de l'année. Toutefois, la dynamique de reconstruction peine à démarrer selon des chefs d'entreprises. Les travaux réalisés en urgence en début d'année tardent à se concrétiser dans les trésoreries.

Certains investissements prévus sont à l'arrêt et les entreprises se concentrent sur le renouvellement de leurs outils de production.

Les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM anticipent une légère reprise de l'activité au prochain trimestre.

Cependant, aucune amélioration sur les niveaux de trésorerie n'est attendue, occasionnant des inquiétudes de défaillance pour certaines entreprises.

L'inflation proche de 1 %



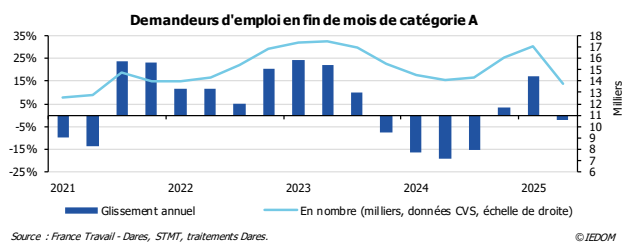
Base 100 : année 2021 (Mayotte)
Base 100 : année 2015 (France)
Source : INSEE

Sur un an, de juin 2024 à juin 2025, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,1 % à Mayotte. Ce niveau est proche de celui observé à l'échelle nationale (+1,0 %).

La hausse des prix est d'abord tirée par les prix de l'alimentation (+4,4 %), qui pèsent pour 24 % dans la consommation des ménages, suivis par les services (+2,3 %) et les produits manufacturés (+0,8 %). Les prix de l'énergie reculent quant à eux de 10,9 %, conséquence de la baisse des tarifs de l'électricité et des prix des produits pétroliers.

La comparaison entre le T1 et le T2 n'est pas possible en raison de l'absence de calcul de l'IPC au premier trimestre (conséquence du cyclone Chido).

Le nombre de demandeurs d'emploi en retrait

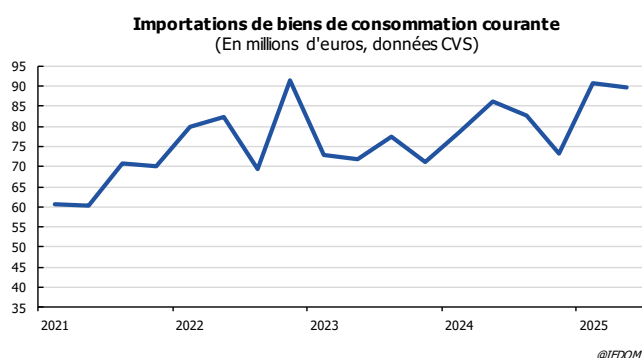


Au deuxième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 19,3 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Toutes les catégories d'âge sont concernées. La baisse la plus forte concerne les -25 ans (-33,4 %), suivis des 25 à 49 ans (-15 %) et des +50 ans (-13,1 %).

En glissement annuel, la baisse des DEFMA est moins marquée (-2,3 %). Elle est portée par la catégorie des 25 à 49 ans (-5,3 %), quand les demandeurs de moins de 25 ans s'affichent en hausse (+5 %). Les demandeurs de 50 ans et plus restent stables.

La mise en place du dispositif d'activité partielle depuis le début de l'année 2025, les probables défauts de déclarations et l'impact du cyclone Chido accentuent la difficulté d'interprétation de ces données.

Une consommation des ménages atone



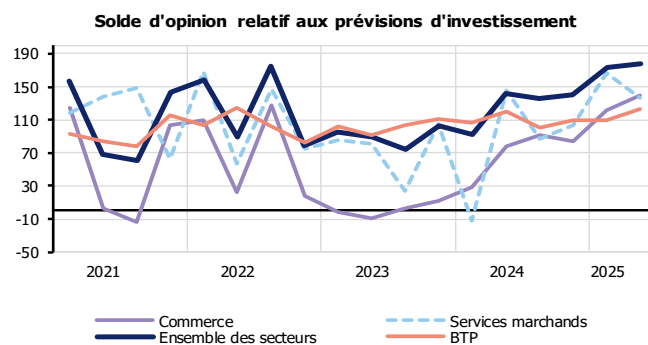
La consommation des ménages semble se réduire au deuxième trimestre 2025.

Les importations de produits courants et de produits d'équipement du foyer sont en baisse de respectivement 1,2 % et 13,4 %. La hausse de la consommation au premier trimestre, imputable à la période de ramadan et au besoin de renouvellement d'équipements détruits par le cyclone Chido peut expliquer cette baisse conjoncturelle, qui s'apparenterait alors à un retour à la normale.

À l'inverse, les crédits à la consommation continuent leur progression (+7,6 % après +4,6 %). Il convient toutefois de prendre en compte le fait que les crédits à la consommation à Mayotte servent également à réaliser des investissements immobiliers, ce qui peut les décorrélérer de la consommation des ménages.

Sur un an, la consommation des ménages est en augmentation de 3,8 % sur les produits courants et de 2,5 % sur les produits d'équipement du foyer. Les crédits à la consommation enregistrent une hausse de 22,9 %.

Des prévisions d'investissement favorables, mais contraintes

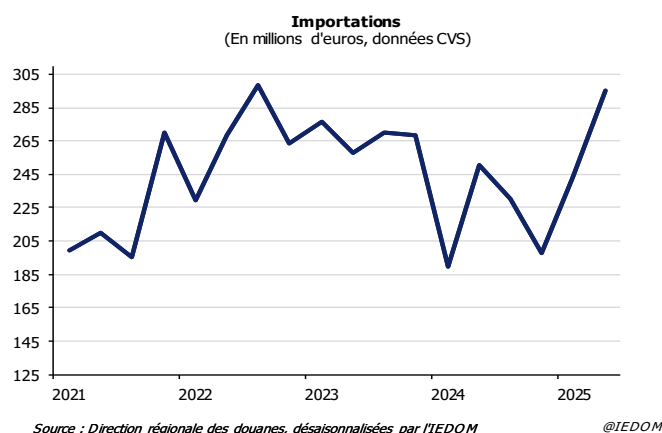


S'agissant de l'investissement des entreprises, en valeur, les importations de biens d'investissement progressent (+14,8 %). L'encours bancaire des crédits d'investissement est quasi-stable (0,5 %) après une baisse de 7,5 % au premier trimestre.

En glissement annuel, la même tendance est constatée avec des importations de biens d'investissement en hausse (+39,8 %) et l'encours bancaire des crédits d'investissement se positionne en recul (-7,5 %).

Les prévisions d'investissement à un an sont quant à elles favorables et demeurent majoritairement soutenues par des besoins de renouvellement de l'outil de production, détruits après le passage du cyclone Chido.

Un niveau d'importations qui remonte



Les importations continuent de progresser au deuxième trimestre 2025 (+21,2 % en valeur par rapport au trimestre précédent, après +22,8 %). Elles sont tirées par les importations de biens intermédiaires (+16,3 %) et de biens d'investissement (+14,8 %). Les autres postes d'importations affichent des baisses variables : les biens d'équipement du foyer (-13,4 %), l'énergie (-11,8 % en valeur, mais seulement -0,2 % en volume) et les produits de consommation courante (-1,2 %).

En glissement annuel, les importations augmentent de 17,8 %, au même rythme qu'au trimestre précédent.

Les exportations augmentent de 62,7 % sur le trimestre et de 70,6 % sur un an. Celles-ci demeurent très faibles au regard des importations, le taux de couverture étant de 1,7 %.

Les trésoreries fragilisées affectent l'activité économique

Le deuxième trimestre 2025 accuse une activité en baisse. Les niveaux de trésorerie engendrent de fortes inquiétudes chez les chefs d'entreprises. La situation est alarmante pour certains : 17,8% des chefs d'entreprises interrogés craignant une défaillance de leur entreprise à horizon un an.

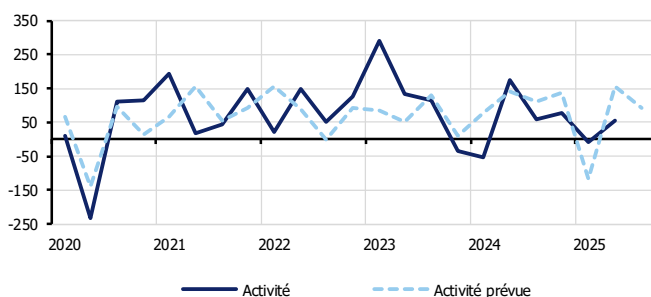
Les chefs d'entreprises indiquent avoir pratiqué des prix bas ce trimestre. Le niveau de stock de matières premières et de produits finis est très faible, en raison notamment de délais d'approvisionnements aléatoires.

Les chefs d'entreprises déplorent la réduction des effectifs liée aux nombreux départs du territoire. En effet, ils espéraient que les projets de reconstruction augmenteraient l'attractivité du territoire en termes d'emploi.

Pour le troisième trimestre 2025, les perspectives semblent indiquer une très légère reprise d'activité, mais les difficultés de trésorerie ne devraient pas se dissiper.

Le secteur de la construction à la recherche d'un nouveau souffle

Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

@IEDOM

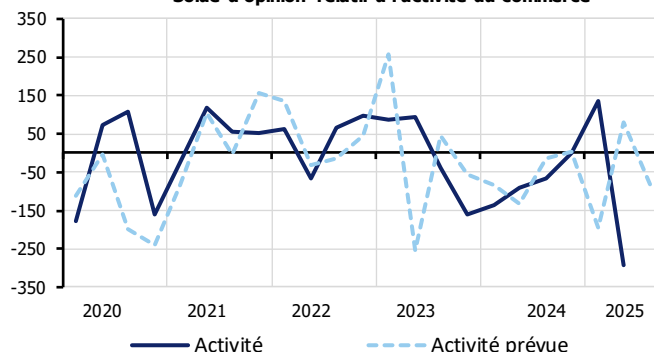
Les professionnels du BTP notent une légère amélioration de l'activité dans le secteur au deuxième trimestre 2025. Les carnets de commandes demeurent remplis. Toutefois, à l'image de l'ensemble de l'activité économique, la construction souffre d'insuffisances en matière de trésorerie.

Les charges d'exploitation enregistrent quelques améliorations. Dans le même temps, les professionnels annoncent une diminution des effectifs.

Pour le troisième trimestre 2025, les chefs d'entreprise du secteur espèrent une activité favorable.

Une chute surprenante de l'activité commerciale

Solde d'opinion relatif à l'activité du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

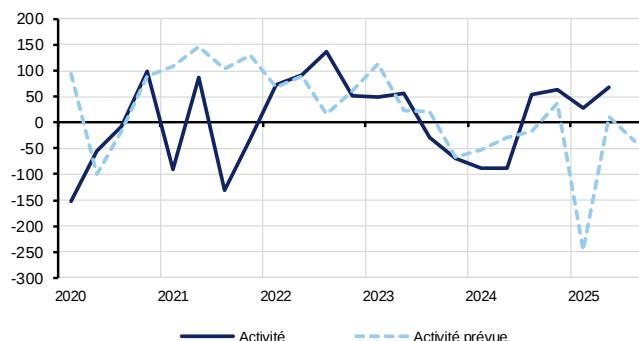
@IEDOM

Contre toute attente, le secteur commercial s'affiche en retrait au deuxième trimestre, enregistrant une baisse significative de son activité. Les trésoreries sont affectées et les effectifs sont en recul. Les chefs d'entreprises annoncent également des stocks de produits finis très faibles. La question de l'approvisionnement se pose également.

Au troisième trimestre 2025, les anticipations demeurent négatives. Aucune amélioration n'est attendue, l'activité resterait dégradée et les trésoreries insuffisantes.

Le secteur des services marchands a semblé tenir ce trimestre

Solde d'opinion relatif à l'activité des services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les professionnels du secteur interrogés par l'IEDOM indiquent une activité qui continue de progresser. Si de nombreux indicateurs du secteur sont au vert, les niveaux de trésoreries demeurent la principale préoccupation des chefs d'entreprises.

En revanche, pour le prochain trimestre, les prévisions en ce qui concerne l'activité sont pessimistes. Les prix devraient augmenter et la hausse des effectifs serait moins soutenue.

Conjoncture régionale : Croissances économiques stables malgré un contexte mondial incertain

À Madagascar, selon la Banque centrale, la croissance économique atteindrait +3,7 % en 2025 après +4,2 % en 2024. L'inflation mesurée en glissement annuel reste élevée (8,2% en juin 2025), et résulte principalement de la hausse des prix du riz, des produits importés et de l'énergie. Dans ce contexte, la Banque centrale maintient son taux directeur à 12 % depuis mai 2025 pour contenir les pressions inflationnistes, tout en prévoyant une décélération progressive de l'inflation vers un objectif de moyen terme de 5%.

À Maurice, le FMI prévoit une croissance économique de +3 % en 2025, en légère baisse par rapport à l'année précédente (+4,7 %). L'inflation est maîtrisée : elle s'établit à 3,1 % à juillet 2025, avec un taux directeur maintenu à 4,5 % depuis le mois de février. La Banque centrale souligne toutefois les risques liés aux incertitudes mondiales et aux pressions inflationnistes externes. Elle insiste sur la nécessité d'une politique budgétaire prudente pour soutenir la croissance dans un contexte de dette publique élevée.

En Afrique du Sud, le PIB devrait croître plus modestement de +1 % en 2025 selon le FMI, dans un contexte de chômage et de dette publique élevés. L'inflation a atteint 3,0 % à fin juin 2025 (glissement annuel). Cette augmentation est principalement due à une hausse des prix alimentaires. Concernant la politique monétaire, la Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB) a maintenu son taux directeur à 7,75 % lors de sa décision de fin juin dernier.

Aux Seychelles, l'inflation s'est légèrement redressée, mais reste faible : 0,5 % en juin 2025 (glissement annuel). La Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur à 1,75 % depuis le début de l'année 2025. Au total, 192 407 touristes ont visité les Seychelles au premier semestre 2025, soit une augmentation de 9,2 % en glissement annuel. Celle-ci s'est traduite par une hausse de 17 % des recettes touristiques, qui ont été estimées à 535 millions de dollars américains au cours de cette période.

Aux Comores, la croissance du PIB est estimée à +3,8 % en 2025 selon le FMI, soutenue par l'investissement public et la reprise du crédit au secteur privé. L'inflation reste élevée, atteignant 6,5 % en mars 2025, en raison des pressions sur les prix alimentaires liées aux cyclones et à la demande saisonnière. La dette publique atteint 37 % du PIB en 2024.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Conjoncture internationale : Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'**inflation mondiale** pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance **aux États-Unis**. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés, et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la **zone Euro** en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établie à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les **pays émergents**. À la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. MAR PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. CAMPS BRES, N. OUMOURI